

# REVUE DE PRESSE

## *Synthèse de revue de presse internationale*

**Durée : 1 heure 30, puis 5 à 7 min.**

L'épreuve de revue de presse a pour objectif d'évaluer votre aptitude à sélectionner, synthétiser puis communiquer l'information contenue dans un livret d'articles de presse.

Vous devrez réaliser la trame détaillée d'une présentation orale.

Agissant à la manière d'un présentateur de journal télévisé ou d'un journaliste de radio, vous choisirez et présenterez trois grands thèmes d'actualité parmi les cinq proposés.

### **Préparation de la synthèse**

Vous disposez de 1 heure 30 pour réaliser une synthèse d'articles de presse à partir d'un livret contenant des articles de la presse anglophone et francophone relative à l'actualité internationale récente.

### **Présentation orale devant un jury**

Vous exposerez votre revue de presse en français, devant un jury constitué de deux personnes, pendant 5 à 7 minutes.

En fin de présentation, quelques questions pourront vous être proposées afin de vous permettre d'apporter votre avis personnel ou un supplément de connaissances sur les thèmes abordés.

Au terme de l'exposé, le jury récupérera le brouillon de votre présentation.

### **LISTE DES THÈMES ET ARTICLES**

#### ♦ **Thème 1 : La question du climat est-elle globale ?**

- *The New Zealand Herald* « Future Dangers for a Maritime City »
- *Le Monde* « Les premiers agriculteurs ont-ils vraiment détraqué le climat ? »
- *Le Monde* « Climat : des propositions pour débloquer la situation »
- *Le Figaro* « Climat : la nouvelle équation de sir Stern »
- *La Tribune* « Ikea fait tourner ses premières éoliennes en France »

♦ **Thème 2 : L'Afrique, un enjeu pour le XXI<sup>e</sup> siècle**

- *Le Figaro* « Benoît XVI : l'Afrique "poumon spirituel" »
- *Le Point* « Quand l'Afrique s'éveille »
- *Le Figaro* « L'Afrique, futur continent des énergies renouvelables ? »
- *Africa News* « Rwanda: Agricultural Production Excellent While Other EAC Regions Face Famine »
- *La Tribune* « Controverse sur l'assistance à l'Afrique »

♦ **Thème 3 : Les métropoles face à de nouveaux défis**

- *The Korea Herald* « Seoul emerging as Asia's financial hub »
- *Le Monde* « Shanghai, cité vieillissante, s'attaque à la politique de l'enfant unique »
- *Les Echos* « Grand Paris : Delanoë met en garde contre un passage en force »
- *Les Echos* « La "ville durable" reste à définir »
- *Le Monde* « En Corée du Sud, un polder doit faire émerger la ville d'affaires de Songdo »

♦ **Thème 4 : L'agriculture en crise**

- *La Tribune* « Devenir paysan en 2009 »
- *Les Echos* « Les ministres de l'Agriculture du G8 veulent étudier un système de réserves alimentaires »
- *IPS (Latin America)* « The food crisis could take a turn for the worse in the next decade »
- *Le Figaro* « Sarkozy veut "refonder la politique agricole" »
- *Le Monde* « Editorial : Vaincre la faim »

♦ **Thème 5 : L'Inde, futur grand ?**

- *The International Herald Tribune* « India to play big role in U.S. health revamp »
- *Le Monde* « Une aubergine transgénique sur le point d'être autorisée en Inde »
- *Le Figaro* « La vraie force de l'Inde, c'est la "puissance douce" de Bollywood »
- *Le Monde* « La percée de l'Inde, pièce centrale du puzzle régional »
- *Les Echos* « Le géant indien du mobile Bharti veut exporter son modèle en Afrique »

## Thème 1 :

### La question du climat est-elle globale ?

#### **Future Dangers for a Maritime City**

Par Nicolai OUROUSSOFF,

The *New York Times* – October 22, 2009 Thursday.

From its description Rising Currents: Projects for New York's Waterfront, a six-month research program being inaugurated early next month at the Museum of Modern Art, sounds like the kind of dry, somnolent workshop someone would dream up for a convention of civil engineers. Conceived to address the potential effects of rising water levels and apocalyptic storms on the city, the program is modeled on the principles of "soft infrastructure", which proposes flexible ecological systems as an alternative to "hard" solutions like concrete dams and storm barriers.

But the program's real subject is frustration with the federal government's snail-like response to global warming, the brutal effects of the financial crisis, wasteful infrastructure projects and squandered intellectual resources. Its aim is to prod government to think more creatively about our nation's crumbling and outdated fabric.

The idea began taking shape several years ago, after the prominent New York engineer Guy Nordenson visited New Orleans in the wake of Hurricane Katrina and was prompted to study the impact that global warming could have on a seemingly safe coastal city like New York. His findings were alarming: for example, according to a recent study by New York City's panel on climate change, even at current rates of global warming water levels will rise as much as two feet by 2080 as the atmosphere gets hotter. If the ice cap melts at a faster rate, Mr. Nordenson added, the figure could double. In that case a storm surge on top of that could put 20 percent of the city under water.

Mr. Nordenson's response was a 360-page blueprint, written with Adam Yarinsky and Catherine Seavitt, that draws as much on historical precedent as technological innovation. A dense network of piers, wetlands and oyster beds could project out into New York Harbor from the waterfronts on all sides, breaking up storm surges. An additional archipelago of small fingerlike islands could be built in the center of the harbor, and old subway cars could be dumped into the water to form reefs.

If implemented, the plan could psychologically shift the city's epicenter from Manhattan toward the waters to its south, with the waterfronts of Staten Island, Brooklyn, Manhattan and New Jersey reimagined as an interconnected ecosystem dotted with piers and public parks. When MoMA's curator of architecture and design, Barry Bergdoll, saw the plan a year ago, he was intrigued. But he had thoughts of his own on the matter. After the Obama administration unveiled its stimulus package this year, he worried that its emphasis on shovel-ready projects would reinforce the problems of the city's existing infrastructure rather than give rise to new, ecologically sound models.

The financial collapse also meant that work was drying up for a whole generation of midcareer architects. Why not use this dormant talent to push the project a step further?

Mr. Bergdoll decided to select four teams that would participate in a program to design four projects in New York Harbor inspired by Mr. Nordenson's guidelines. The teams, which will be announced in the next few weeks, will be provided with studio space on three floors of the P.S.1 Contemporary Art Center, an affiliate of MoMA, in Long Island City, Queens. The designs could include anything from parks to public housing but must respond to specific site conditions. MoMA plans to exhibit the results next spring.

Yet whatever the outcome, Mr. Nordenson and Mr. Bergdoll have already produced something of value. By drawing on the sudden wealth of underemployed brain power, the program takes advantage of one of the few benefits, if you want to call it that, of the financial collapse. And while acknowledging that the causes of global warming, crumbling infrastructure and a collapsing global economy are all connected, it brings these issues down to a manageable scale, one that the public can grasp. Washington should be studying this program carefully as it evolves, and emulate it.

## **Les premiers agriculteurs ont-ils vraiment détraqué le climat ?**

Par Stéphane FOUCART,

*Le Monde* – samedi 3 octobre 2009.

**L'agriculture européenne naissante n'est pas responsable de l'augmentation du taux de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère – il y a 8 000 ans, selon l'analyse de carottes de glace. Le soupçon n'est pas levé pour les premiers riziculteurs.**

Élégante et surprenante. Discutée et controversée. La théorie du paléoclimatologue William Ruddiman, professeur émérite à l'université de Virginie (Etats-Unis), avait tout pour séduire. A l'en croire, l'homme aurait commencé à influencer sur le climat global de la Terre il y a environ 8 000 ans, en même temps qu'il apprenait le défrichage et l'agriculture. Hélas ! Des travaux menés par Thomas Stocker (université de Berne), publiés fin septembre dans la revue *Nature*, lui mettent un sérieux coup dans l'aile... Sans la tuer tout à fait.

En reconstruisant avec une précision inédite l'évolution du dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) atmosphérique au cours des 11 000 dernières années, ils prouvent que les premiers agriculteurs n'ont pas laissé de traces tangibles de leurs activités dans ces archives climatiques que sont les carottes de glace prélevées en Antarctique. Et, partant, qu'ils n'ont sans doute pas eu d'influence déterminante dans l'histoire du climat de l'Holocène.

La théorie de M. Ruddiman repose essentiellement sur deux observations. Dans les 11 000 dernières années, le CO<sub>2</sub> et le méthane (CH<sub>4</sub>) se situent d'abord à des taux respectifs de 265 parties par million (ppm) et 450 parties par milliard (ppb). Mais, vers 6 000 ans avant J.-C., le taux de CO<sub>2</sub> se met à remonter. Puis, autour de 3 000 ans avant J.-C., c'est au tour du CH<sub>4</sub> de quitter sa relative stabilité pour partir à la hausse... Pour M. Ruddiman, la première date correspond aux débuts de la diffusion de l'agriculture en Europe. La seconde, aux débuts de la domestication du riz en Chine méridionale – dont la culture est la plus émettrice de méthane...

Les travaux de Thomas Stocker et ses collègues invalident la première interprétation. Les chercheurs sont parvenus à déterminer la composition intime du CO<sub>2</sub> contenu dans les



La crainte d'un échec à Copenhague est largement partagée. Les huit chefs d'Etat ou de gouvernement qui ont pris la parole, mardi, dans l'enceinte des Nations unies, ont tous manifesté leur volonté de débloquer la négociation, et souvent avancé des propositions concrètes.

Le président chinois, Hu Jintao, a ainsi voulu montrer que son pays agissait contre le changement climatique. La Chine a adopté un programme national dont il a souligné que les objectifs étaient « *contraignants* ». Hu Jintao a annoncé que son pays allait prendre de « *nouvelles mesures* » pour « *s'efforcer de réduire les émissions de dioxyde de carbone par rapport au produit intérieur brut* » en 2020 par rapport à 2005. Il a fixé un objectif de 15 % d'énergies renouvelables et de nucléaire dans la consommation d'énergie du pays en 2020, et prévoit d'accroître la superficie de la forêt chinoise de quarante millions d'hectares.

#### « **Survie de la planète** »

Les délégations européennes jugent positive l'évolution de la Chine, qui assume de plus en plus ses responsabilités mondiales, alors que l'Inde reste plus en retrait. Hu Jintao a cependant souligné que « *les pays développés doivent fournir un concours financier nouveau, supplémentaire, suffisant et prévisible aux pays en développement pour leur permettre l'accès à des technologies respectant l'environnement* ».

L'enjeu décisif de la négociation de Copenhague est d'aider financièrement les pays les plus pauvres à se développer tout en limitant leur consommation d'énergie. Plusieurs acteurs majeurs ont fait des propositions en ce sens.

Le nouveau Premier ministre japonais, Yukio Hatoyama, a confirmé l'engagement de son pays de réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'un quart d'ici à 2020 par rapport à 1990. Il a surtout proposé un mécanisme d'aide aux pays en voie de développement : création d'un fonds d'aide privé et public, sous l'égide des Nations unies, et transferts de technologies tout en respectant la propriété intellectuelle.

Les Européens savent aussi que la question du financement des politiques d'adaptation au changement climatique est décisive. Le Premier ministre suédois, Fredrik Reinfeldt, président en exercice de l'Union européenne, a relevé que selon la Commission de Bruxelles, « *5 à 7 milliards d'euros par an au cours des deux prochaines années* » étaient nécessaires.

D'ici à 2020, la Commission européenne a évalué à 100 milliards d'euros par an les financements « *que nous pourrions envisager pour aider les pays en développement à s'adapter* », a quant à lui rappelé M. Sarkozy. Le chef de l'Etat français a soutenu la proposition mexicaine, qui prévoit de créer un fonds alimenté par tous les pays de la planète. « *Aux pays en développement et aux pays émergents, je vous le dis : les transferts financiers et les transferts de compétence technologique, nous sommes prêts à les faire. Soyez vous-mêmes au rendez-vous de la protection de la planète* », a déclaré M. Sarkozy.

Les pays africains, par la voix du président rwandais, Paul Kagamé, ont accepté cette logique, renonçant à stigmatiser les pays du Nord, responsables du réchauffement climatique. « *Le but du jeu n'est pas de trouver des coupables. Il s'agit de la survie de la planète. Pointer du doigt les uns ou les autres serait non seulement inutile mais contre-productif* », a dit M. Kagamé. Il a défendu l'idée de l'extension du marché du carbone, qui pourrait selon lui atteindre mille milliards de dollars (676 milliards d'euros), pour dégager des ressources pour l'Afrique.

La stratégie des Européens et des Japonais est de conclure la négociation avec les pays émergents et en développement. Les Etats-Unis ne jouent pas un rôle moteur dans la négociation, même s'ils ne la gênent pas comme ce fut le cas sous l'administration de George W. Bush. Le Sénat bloque pour l'instant le projet de Barack Obama d'instaurer un marché du carbone aux Etats-Unis. Devant les Nations unies, le président américain a certes usé d'une rhétorique forte, parlant d'une « catastrophe irréversible » et assurant que « nous serons jugés par l'histoire ». S'il a estimé que son pays avait plus bougé sur le sujet « en huit mois qu'au cours de son histoire », M. Obama n'a pas avancé d'argument nouveau susceptible de faire bouger les lignes.

S'ils ouvrent le jeu en direction des pays en développement sur la question du financement, les Européens entendent signifier aux grands pays émergents que l'accord de Copenhague repose sur des engagements réciproques. Nicolas Sarkozy a évoqué clairement la possibilité d'une taxe carbone aux frontières sur les importations des pays qui ne seraient pas partie prenante au futur accord de Copenhague.

Le G20, qui se réunit à Pittsburgh (Pennsylvanie), jeudi 24 et vendredi 25 septembre, abordera de nouveau la question du financement de la lutte contre le réchauffement.

## **Climat : la nouvelle équation de sir Stern**

Par Marielle COURT,

*Le Figaro* – mardi 29 septembre 2009.

### **Contenir les températures en maintenant la croissance suppose moins d'émissions de gaz à effet de serre.**

Le pessimisme était encore largement de mise hier, à Bangkok – lors la reprise des négociations sur le climat – quant aux chances d'aboutir à un nouvel accord, en décembre prochain, à Copenhague. « *Les négociations ralentissent, elles ne vont pas dans la bonne direction* », déplorait en fin de semaine Fredrik Reinfeldt, le Premier ministre suédois, à l'issue du G20 de Pittsburgh (Etats-Unis).

Pourtant, les pays émergents ont donné des signes encourageants. A la faveur du sommet climat qui s'est déroulé à l'ONU quelques jours auparavant, la Chine s'est en effet engagée à ce que ses émissions de gaz à effet de serre (CO<sub>2</sub>, méthane, protoxyde d'azote...) décrochent « *notablement* » de son taux de croissance. Et l'Inde semble prête à emprunter une voie identique. Mais ces deux pays n'entendent pas sacrifier, sur l'autel du climat, leur croissance économique indispensable à leur développement.

Des avancées dont se félicite l'économiste sir Nicholas Stern. Après son célèbre rapport publié en 2006 sur l'impact économique du réchauffement climatique, il vient de rédiger un tout nouveau travail intitulé « *Gérer le changement climatique en surmontant la pauvreté* ».

### **Quatre scénarios**

Dans ce document, l'ancien directeur de la Banque mondiale estime que, si les pays développés et les pays émergents veulent maintenir la hausse des températures en deçà de 2 °C, (recommandation des scientifiques pour éviter de trop graves bouleversements

climatiques) tout en poursuivant leur croissance économique et sans que cela se fasse au détriment des pays les plus pauvres, ils doivent réduire drastiquement leurs émissions de gaz à effet de serre.

Sur quatre scénarios, qui s'appuient sur une croissance moyenne de 7 % pour la Chine et l'Inde, de 5 % pour le Brésil et l'Indonésie et de 2,5 % pour les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon, seul le plus sévère a des chances d'aboutir estime sir Stern. Il s'agit, pour tous ces pays, de diviser par quatre leur intensité en carbone, autrement dit la quantité de carbone générée par chaque point de croissance.

« Les pays développés en incluant l'Inde et la Chine doivent diminuer leurs émissions de telle façon que cela reste cohérent avec leurs ambitions de croissance économique et de lutte contre la pauvreté », précise l'économiste qui ajoute : « Ignorer les changements climatiques aboutirait à l'émergence d'un environnement hostile au développement et à la lutte contre la pauvreté, mais essayer de faire face au changement climatique en entravant la croissance économique des trente ans qui viennent nuirait dramatiquement à la coopération entre pays développés et pays en voie de développement. »

## Ikea fait tourner ses premières éoliennes en France

Par Juliette GARNIER,

*La Tribune* – mardi 29 septembre 2009.

C'est une première mondiale pour Ikea : fin août, la filiale française de l'enseigne suédoise a acquis deux fermes éoliennes de cinq machines auprès de la société allemande spécialisée dans la production d'énergie Volkswind. Situées à Hauteville (Aisne), ces deux fermes disposent chacune d'une puissance installée de 25 mégawatts environ. Leur production annuelle pourrait atteindre 62 millions de kilowattheures.

Ikea a également conclu le rachat d'un projet en cours à Saint-Genou (Indre), près de Châteauroux. Ce troisième champ comprend six machines (12 mégawatts de puissance installée) pour une production de l'ordre de 25 millions de kilowattheures par an. Il devrait tourner et être connecté au réseau électrique début 2010. « Ces trois installations devraient permettre de produire l'équivalent de ce que consomme l'exploitation de 19 magasins Ikea », calcule le directeur de la communication et du développement durable, Pierre Deyries. Le montant des transactions n'a pas été dévoilé. Mais Ikea indique qu'il mettra vingt ans à rentabiliser cet investissement. L'annonce de ces acquisitions intervient alors que le leader du marché français du meuble vient aussi de lancer un appel d'offres auprès des spécialistes du panneau photovoltaïque pour couvrir 40 % des toits de ses 26 magasins et 60 % de ceux de ses entrepôts. L'enseigne suédoise procédera en deux phases pour se doter, à terme, de 460 000 m<sup>2</sup> de panneaux solaires. « Les filiales d'Ikea en Allemagne, Italie et Espagne ont des projets analogues », précise Pierre Deyries. Cette offensive relève des objectifs de développement durable que s'est fixés l'enseigne suédoise, connue pour fabriquer à coûts réduits ses produits en Chine (20 % de ses achats en volumes) et en Pologne (18 %). Ikea France entend réduire son impact carbone, estimé à 520 000 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par Climat Mundi. L'énergie et la climatisation des locaux d'Ikea ne représentant que 3 % de l'ensemble de ses émissions de gaz à effet de serre. Mais, dès

2005, Ikea s'est fixé pour objectif d'utiliser à terme 100 % d'énergies renouvelables et de réduire de 25 % ses consommations énergétiques. Fin août 2009, l'enseigne estimait avoir réduit de 10 % son nombre de kilowattheures consommés par rapport aux mètres cubes de marchandises vendues.

SUJET

REVUE DE PRESSE

## Thème 2 :

# L'Afrique, un enjeu pour le XXI<sup>e</sup> siècle

### Benoît XVI : l'Afrique « *poumon spirituel* »

Par Marie GUÉNOIS,

*Le Figaro* – lundi 5 octobre 2009.

En inaugurant, hier à Rome, le second synode sur l'Afrique, Benoît XVI a voulu célébrer publiquement le « *poumon spirituel* » du monde et dénoncé les effets pervers des influences occidentales.

Benoît XVI s'est ainsi attaqué, hier à Rome, à un certain « *colonialisme* » qui continue d'affecter l'Afrique.

« *Le colonialisme est fini sur le plan politique, mais il n'est jamais complètement terminé* », a-t-il lancé dans son homélie. Car le « *soi-disant premier monde* » continue « *d'exporter* » sur ce continent des « *rejets spirituels toxiques qui contaminent les populations* ». Dont « *une maladie* » déjà active dans le monde occidental : « *Le matérialisme pratique combiné à une pensée relativiste et nihiliste.* » Et une seconde – il l'appelle « *un virus* » – « *le fondamentalisme religieux mélangé avec des intérêts politiques et économiques* » qui conduit à « *l'intolérance et à la violence* ». « *Des groupes qui se réfèrent à diverses appartenances religieuses se répandent sur le continent, a-t-il précisé. Ils agissent au nom de Dieu, mais selon une logique opposée à la volonté divine, c'est-à-dire en enseignant et pratiquant non pas l'amour et le respect de la liberté, mais l'intolérance et la violence.* »

Devant le Pape, 244 pères synodaux, évêques, prêtres, religieux, religieuses et experts laïcs, issus des 53 pays africains, réunis à Rome jusqu'au 25 octobre pour un synode consacré à ce continent. L'Eglise catholique entend y jouer un rôle de « *réconciliation* » pour la « *justice et la paix* », thèmes du synode. A l'issue de ces trois semaines de travail où chaque participant pourra s'exprimer publiquement, une synthèse sera élaborée. Un message final, à l'Afrique et au monde, sera alors lancé.

L'Eglise catholique « *croit* » en effet à l'Afrique. C'est la seconde fois que le Saint-Siège organise une telle rencontre en moins de quinze ans. En 1994, le premier synode africain avait porté sur l'évangélisation du continent. Cette édition est davantage portée sur les questions sociales, économiques et politiques. Plusieurs guerres ethniques, dont la terrible catastrophe du Rwanda survenue en cette même année 1994, sont passées par là.

En visitant deux de ces pays en mars dernier, le Cameroun et l'Angola, Benoît XVI s'était d'ailleurs comporté comme l'avocat de ce continent, même si son message avait été totalement occulté par la polémique sur le sida. Lors de cette visite sur cette terre, il avait publié l'*Instrumentum laboris* (document de travail du synode) issu lui-même d'une longue consultation de terrain – pas moins de deux années – de tous les organismes catholiques (paroisses, écoles, hôpitaux, diocèses...) présents en Afrique à qui l'on a demandé un diagnostic de la situation pour que la réflexion des pères synodaux réponde à des besoins concrets.

Hier, lors de l'homélie de la messe d'ouverture de ce synode, Benoît XVI a résumé l'enjeu de ce rassemblement, dont il va suivre personnellement toutes les sessions quotidiennes, matin et après-midi : « *Quand on parle des trésors de l'Afrique, on pense immédiatement aux ressources dont son territoire est riche et qui pourtant sont devenues motifs d'exploitations, de conflits et de corruptions. Mais la Parole de Dieu nous montre un autre patrimoine. Il est spirituel et culturel, et l'humanité a encore plus besoin de cette matière première. De ce point de vue, l'Afrique représente un immense poumon spirituel, pour une humanité qui apparaît en crise de foi et d'espérance.* »

## Quand l'Afrique s'éveille

L'éditorial de Claude IMBERT,  
*Le Point* – 10 septembre 2009.

L'Afrique bouge. Et les deux colosses du <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle – Chine, Etats-Unis – bougent vers l'Afrique. Le continent le plus déshérité du monde fait saliver les ogres. Son pactole minier et pétrolier précipite leur face-à-face dans la foire d'empoigne mondiale des matières premières. Elle agite le continent noir d'un nouveau remue-ménage politique et stratégique. La France n'y est pas à la fête. Elle patauge dans son passé colonial qui la sert encore mais aussi la dessert. Le Gabon figure en dernière péripétie de cet héritage délicat. Il inspire à la bien-pensance française des commentaires pénibles non dénués d'arrogance postcoloniale. Apprenons donc à « enseigner moins fort » !

En finir, dit-on, avec la Françafrique ? Sous ce cliché fourre-tout, on dénonce certes, à bon droit, des connivences postcoloniales inavouées. Et d'abord, le financement occulte de nos partis politiques par des potentats africains. Le Gabon y a trempé. Mais depuis le renforcement légalisé des contrôles, la séquelle des valises de billets de banque a – presque – disparu. Le micmac pétrolier avec les Etats francophones tend à s'éteindre depuis que Total assèche le vivier politicien d'Elf. Nous vitupérons par rabâchage une Françafrique disparue.

C'est, en tout cas, folie que de mettre dans son sac à malice le réseau de relations multiples que notre pays, Dieu merci, conserve sur le continent. Nous disposons dans 18 Etats de l'Afrique francophone de l'atout fondamental de la langue, d'intérêts consistants, de 200 000 ressortissants et d'un dispositif militaire en réduction mais encore respectable dans l'échiquier stratégique africain. Ces atouts ne sont pas opérables par la chirurgie expéditive de la rupture. Il est absurde, dans l'amalgame simplet de la Françafrique, de vouloir jeter le bébé avec l'eau du bain. Vidons l'eau sale, mais ménageons le bébé...

Pour enterrer la Françafrique et son cliché ambigu, nous nous gargarisons du slogan de « rupture ». Mais de quelle rupture parle-t-on, s'il s'agit de protéger nos intérêts, nos citoyens et ce qui nous reste d'influence ? Et d'ailleurs, y a-t-il vraiment rupture lorsque nous continuons à sermonner l'Afrique adolescente du balcon démocratique où nos ancêtres nous ont juchés ? Pour parler à l'Afrique nouvelle, nous n'avons pas encore appris le plain-pied ni oublié la condescendance.

L'Afrique, c'est un fait, ne se plie pas à notre magistère droit-de-l'homme. Ses peuples, encore meurtris par la mémoire de l'esclavage et de l'aliénation coloniale, habitent des

nations découpées, il y a cent cinquante ans, par une Europe impériale, dans le mépris des ethnies, langues, religions et anciens royaumes écrabouillés. Elle est encore parcourue de violences tribales et, à Libreville, on ne lit pas Montesquieu, le soir, à la chandelle... Tout le continent ne connaît pas l'évolution démocratique exemplaire du Ghana. Et tout le continent ne sombre pas, non plus, dans la régression exécrationnelle du Zimbabwe. Il faut voir l'Afrique, fort diverse, comme elle est, et comme elle devient. On la disait « mal partie », elle décolle, c'est déjà beaucoup !

A force de noyer, sous le prêche démocratique, les réalités claniques de l'Afrique, la France, sous Mitterrand, aura béni, au Rwanda, la majorité hutu, sans voir venir le massacre génocidaire de la minorité tutsi. Sombre tache sur notre blason africain ! Les chefs d'Etat de l'Afrique actuelle, élus dans des élections rarement exemplaires, présentent le profil composite du sage, du chef de clan, de l'initié et du despote. Il faut savoir que plusieurs, à leur manière peu orthodoxe, ont évité des guerres civiles désastreuses. Les plus influents, par leur entretènement auprès de leurs pairs, ont appuyé sans bruit nos démarches diplomatiques et onusiennes.

Sous Sarkozy, une appréciation plus lucide nous eût évité d'avoir à désavouer nos envols rhétoriques, dont celui du ministre Bockel, prestement déplacé (comme jadis Jean-Pierre Cot sous Mitterrand). Et l'Elysée fut bien aise de réparer les pots cassés, par le biais d'intermédiaires influents qui entretiennent, avec ces chefs d'Etat, un réseau ancien de relations personnelles qu'une homélie verbeuse et angélique ne peut remplacer.

Dans un continent où la toute-puissance tient au sceptre du chef, la parole du monarque français est la seule qui vaille. Or des négligences pressées, des visites en courant d'air de Nicolas Sarkozy ont désorienté ou déçu. Et malgré le savoir-faire africain de Claude Guéant, quelques fougades verbales de notre chefferie déroutent encore ou indisposent.

Réservez donc nos berceuses et rêveries visionnaires pour l'Union méditerranéenne, belle encore au bois dormant. L'Afrique noire, elle, s'éveille, désormais cajolée par les grands. De nous, qui ne sommes ni grands ni petits, l'Afrique attend moins mais mérite mieux.

## **L'Afrique, futur continent des énergies renouvelables ?**

Par Marielle COURT,

*Le Figaro* – lundi 12 octobre 2009.

Ce vendredi soir, Jean-Louis Borloo est enthousiaste. Le ministre de l'Ecologie, qui depuis des mois plaide pour que la voix de l'Afrique se fasse entendre à Copenhague et qu'elle ne soit pas noyée comme par le passé dans le groupe des pays en développement, sort du bureau du Premier ministre éthiopien, Meles Zenawi, en étant sûr qu'il s'agit bien de l'homme de la situation. « *Nous sommes exactement sur la même ligne* », se félicite Jean-Louis Borloo, impressionné par la maîtrise du dossier de son hôte.

Meles Zenawi a été désigné comme chef de la négociation par les 53 membres de l'Union africaine. Et alors que se tenait durant le week-end à Ouagadougou (Burkina Faso) le septième Forum mondial sur le développement durable réunissant des chefs d'Etat et des ministres en présence de Jacques Chirac, et du ministre de l'Ecologie, le Premier ministre éthiopien affûte ses propos. « *Nous utiliserons notre nombre pour saper la légitimité de tout*

*accord qui ne remplit pas un minimum de conditions* », avait-il annoncé en septembre dernier, alors qu'il se rendra au Danemark avec 10 autres pays.

### **Maintien de la forêt**

Pour Jean-Louis Borloo, qui est le représentant de l'Europe en Afrique, le grand enjeu s'appelle « *énergie* » alors que moins d'un tiers de l'Afrique subsaharienne a accès au réseau électrique. Cela concerne près de 500 millions d'habitants, les zones rurales étant beaucoup plus touchées que les villes.

La France et l'Union européenne poussent plusieurs idées. Notamment faire de l'Afrique le premier continent d'énergies renouvelables et participer à la reforestation et au maintien de la forêt. « *Il faut dépasser les visions d'une autre époque. L'idée d'une aide au développement comme une forme de charité à la sortie des églises est une idée complètement dépassée devant l'urgence du changement climatique* », affirme Jean-Louis Borloo.

## **Rwanda: Agricultural Production Excellent While Other EAC Regions Face Famine**

Byline: Focus Media (Kigali),  
Africa News – October 21, 2009 Wednesday.

1.02 billion people have gone hungry this year, according to a report released this year. This comes at a time when several regions in East Africa are threatened by famine due to drought. Rwanda, for its part, looks at the moment to be holding its own.

The sharp spike in hunger triggered by the global economic crisis has hit the poorest people in developing countries hardest, revealing a fragile world food system in urgent need of reform, according to a report released by the United Nations' Food and Agriculture Organization (FAO) and the World Food Programme (WFP) on the occasion of World Food Day last Friday. The combination of food and economic crises has pushed the number of hungry people worldwide to historic levels – more than one billion people are undernourished, according to FAO estimates.

Nearly all the world's undernourished live in developing countries. In Asia and the Pacific, an estimated 642 million people are suffering from chronic hunger; in Sub-Saharan Africa 265 million; in Latin America and the Caribbean 53 million; in the Near East and North Africa 42 million; and in developed countries 15 million, according to FAO's annual hunger report, The State of Food Insecurity.

The report comes at a time when several countries in East Africa and the Horn are threatened by famine due to drought. Oxfam UK recently launched an emergency appeal for US\$ 15 million to reach millions of people threatened by hunger in Ethiopia and other countries on the east coast including some EAC member states.

The famine threat is a result of a persistent drought which is believed to be the worst in the last ten years, with the number of people at risk is twice as high as those affected during the last serious crisis in 2006. Among the nations under threat mentioned by the UK-based NGO are Kenya, Uganda and Tanzania, which has been hit especially hard by the drought. So far, Rwanda does not seem affected.

According to Agriculture Minister Agnes Kalibata, there is currently no famine threat in the country. *"We do not have food security problem"*, Kalibata stated last week, explaining that the country has received a fair share of rainfall which covered at least three-quarters of the country.

However, she recognized some local problems exist, such as in the districts of Bugesera in Eastern province and Nyaruguru in Southern province that have undergone severe drought spells resulting in significant food shortages. *"Some districts do experience a problem with rainfall, so there we encourage the cultivation of drought-resistant crops such as cassava which is able to thrive in such areas"*, Kalibata said.

The overall food security in the country is attributed mainly to the crop intensification program that the ministry embarked upon, and which has led to unprecedented yields in the past two years. While agricultural production in the EAC region deteriorates, in Rwanda the sector has continued to register growth.

During last week's joint agriculture sector review, a one day workshop bringing together main players in the agriculture sector to review its performance and forge the way forward, it was noted that in seasons A and B there had been an increase in production of 19% and 6.6% respectively.

It was said that the main factors explaining this good performance were crop intensification programs, especially for cassava, maize and wheat; adoption of disease-resistant crops; a slight increase in the area under cultivation of 1.32%, a shift towards higher-yield crops such as roots and tubers; and an overall increase in productivity with beans registering an 11% rise.

*"Basically the agriculture sector performed well in the past seasons and so we find no threat to our food security"*, Kalibata remarked. She pointed out however, that this was due to steady rainfall in most parts of the country coupled with better policies and strategies, yet that the first factor is unpredictable.

## Controverse sur l'assistance à l'Afrique

Par Lionel ZINSOU,

*La Tribune* - vendredi 18 septembre 2009.

« L'Aide fatale », de Dambisa Moyo, a bénéficié d'un marketing efficace. Une jeune auteure ravissante, Dambisa la Zambienne. Une formation impeccable ? Oxford, Harvard. Une carrière de rêve ? La Banque mondiale, pour la bonne conscience charitable, et Goldman Sachs, pour le prestige libéral.

Un titre formidable grâce à l'allitération en anglais ? : « Dead Aid ». Pas mal non plus, en français ? : l'aide fatale. Surtout, une thèse simple ? : l'aide au développement a ravagé l'Afrique, son arrêt la sauvera. Deux fois 120 pages, et l'Afrique repart. La thérapeutique ? Un peu de capitaux empruntés sur les marchés, un peu de commerce, libre et équitable, un peu de Chine investissant à tout va dans les ressources naturelles, les infrastructures et les banques, et enfin un peu de microcrédit. L'effet d'un tel cocktail est assuré ? : les professionnels du développement vont se récrier, les afro-optimistes seront ravis car c'est un hymne à l'Afrique, et les afro-pessimistes se trouveront confortés par le tableau des

ravages des subventions. A gauche, on relèvera la tête : l'aide n'était donc qu'une nouvelle ruse de l'Occident. A droite, on se réjouira : il faut du libre-échange, des marchés financiers et du secteur privé. Le rythme est endiablé, le ton prophétique, la controverse certaine et le succès assuré. Vous aimerez Dambisa et son livre. Sa passion de l'Afrique. Sa fureur adolescente. Mais quand vous refermerez le livre et son torrent de paradoxes, il ne restera que le vertige de la séduction d'une idée fausse. Les 120 dernières pages, le monde sans aide, sont utiles mais n'apportent rien de neuf. Elles vulgarisent des faits trop peu connus et sont une bonne pédagogie de l'afro-optimisme. L'Afrique connaît en effet depuis les années 2000 une croissance rapide (5 % l'an) et vertueuse (grands équilibres et meilleure gouvernance) ; la finance s'y développe plus vite qu'ailleurs ; la Chine et l'Inde y ont fait bondir le commerce et l'investissement ; les migrants envoient vers leurs pays d'origine plus de capitaux que l'ensemble des flux d'aide publique au développement. En revanche, les 120 premières pages susciteront la polémique. Elles sont assez neuves mais vraiment fausses. Ce qui est nouveau n'est pas tant la critique que sa conséquence simple, voire simpliste : arrêtons les subventions en cinq ans. Opposons à cela trois modestes constats. D'abord, l'aide est perfectible : des milliers de professionnels s'y emploient tous les jours pour la rendre plus rapide, plus décentralisée, plus respectueuse des sociétés et des systèmes productifs. Ensuite, l'aide publique a désendetté l'Afrique en dix ans, lui épargnant la crise financière de 2008. Enfin, les flux de subventions publiques participent de la gigantesque mobilisation de capital pour le développement. Quatre secteurs n'ont jamais assez de financement tant ils sont intensifs en capital : l'agriculture pour éradiquer la faim, l'énergie pour faire décoller l'industrie, les infrastructures de transport pour faire du commerce et les systèmes sociaux publics pour l'éducation et la santé. L'aide sera fatale quand le secteur privé s'intéressera à ces quatre secteurs et y suffira. Ce sera pour la génération des petits-enfants de Dambisa.

## Thème 3 :

### Les métropoles face à de nouveaux défis

#### Seoul emerging as Asia's financial hub

Byline: Lee Sun-Young,

*The Korea Herald* – October 23, 2009 Friday.

Asia, a newly rising force in the world economy, is leading the global recovery from last year's financial-market meltdown and ensuing economic recession. Korea is part of the Asian locomotive and at the center of the region's fourth-largest economy is the city of Seoul, the national capital.

Although the crisis, which was sparked by the collapse of Lehman Brothers in September 2008, has hit hard some of the financial centers in the West, it has not harmed Seoul's potential as an international financial center, city officials said. Rather, the crisis has offered the city an opportunity to expand further.

The officials noted that the city's ranking in the Global Financial Centers Index went up. Seoul, which ranked 53<sup>rd</sup> in the March installment of the index, shot to the 35<sup>th</sup> spot out of a total of 75 cities assessed in September.

"Asian centers are growing strongly but the speed and size of the surge is surprising", said a spokesperson at the City of London Corporation. The GFCI, commissioned by the City of London Corp. and compiled by independent Z/Yen Group every six months, tracks the underlying competitiveness of financial centers around the world. It is based on surveys of finance professionals around the world and various competitiveness indicators.

Seoul's advance comes amid signs that Korea's global economic and financial importance is growing. The Korean economy recorded the highest second-quarter growth rate of 2.6 percent among members of the Organization for Economic Cooperation and Development after becoming one of the few to register positive growth rate in the first quarter.

"Korea will recover fastest among the OECD countries", World Bank Senior Vice President Justin Lin said early this year. Many experts also say Korea is leading a global economic rebound, along with China and other Asian economies, and is well positioned to play the role of a balancer between advanced and developing economies in the post-crisis world order being drawn up by the Group of 20 countries. Korea currently sits as a member of the 2009 G20 management troika<sup>1</sup>, along with the United Kingdom and Brazil, and is to chair the group in 2010. The G20 summit next year will be held here, with Seoul leading the race for the host city. Korea's ambition to make Seoul a representative financial hub for Asia began well before the crisis. Seoul Metropolitan Government drew up a roadmap to realize the vision in 2007, lending support to the central government's plan to nurture the nation's financial industry as a new engine of economic growth.

According to the 2008 World Federation of Exchanges report, Korea ranks fourth in total value of share trading, third in value of bonds listed in Asia, and first in the world in stock index option volume.

The Capital Market and Financial Investment Business Act, which came into effect in February 2009, is hoped to be a catalyst to the advancement of Korea's financial services industry, as it allows financial institutions to offer a wider range of services and products. Korea's recent upgrade to the developed-market status by the FTSE, an international equity index compiler, also meant an improvement in Korea's global status.

As part of the financial hub plan, the government designated Seoul's Yeouido as the nation's "international financial cluster" in January this year and has been implementing a variety of projects, including the construction of a major building complex which will house multinational financial institutions.

Home to the financial authorities, stock exchanges, a concentration of Korean and international financial institutions, and the national parliament to top it off, Yeouido is the most appropriate area in Korea for an international financial center. Furthermore, proximity to airports and a beautiful natural environment along the Han River make Yeouido all the more attractive as a business destination, officials say. Design is now an integral part of Seoul's evolutionary growth, and the "Han River Renaissance Project" aims to achieve the world's most environmentally friendly urban renovation.

1. *Troika : Trio*

## **Shanghai, cité vieillissante, s'attaque à la politique de l'enfant unique**

Par Bruno PHILIP,

*Le Monde* – mardi 28 juillet 2009.

La métropole chinoise veut lutter contre le vieillissement inexorable de sa population. Shanghai est en train de vieillir si rapidement que les autorités locales viennent de lancer une campagne destinée à encourager, sous certaines conditions, les couples « habilités » à avoir un deuxième enfant. Cette décision inédite, compte tenu des dispositions de la politique de l'enfant unique imposées aux citoyens depuis trente ans, a été prise en raison des chiffres alarmants de l'évolution démographique. En 2008, les plus de 60 ans ont passé la barre des 21 % de la population de Shanghai, le troisième âge représentant désormais plus de 3 millions de personnes dans la municipalité – sur 13 millions d'habitants, chiffre auquel il faut ajouter environ 7 millions de migrants ne possédant pas le houkou, le permis de résidence.

Ce pourcentage, le double de la moyenne nationale, se rapproche de ceux du Japon et de la Suède (23 % et 25 %), où les taux de vieillissement sont parmi les plus élevés au monde. En 2020, selon des statistiques publiées par la presse chinoise, 34 % de la population de Shanghai aura plus de 60 ans si l'évolution actuelle se poursuit.

« *Puisque de moins en moins de gens veulent avoir des bébés, il nous faut encourager les couples qui sont eux-mêmes des enfants uniques à avoir un second enfant* », a déclaré, vendredi 24 juillet, Xie Lingli, directeur de la Commission du planning familial de Shanghai. Il a cependant ajouté que cet encouragement ne signifiait pas un « *renversement de la politique de l'enfant unique, la Chine étant encore – dans son ensemble – en période de boom* ».

démographique. *Contrôler la croissance de la population reste un objectif prioritaire* ». La permission d'avoir un second enfant restera conditionnée à certains critères, faute de quoi les amendes prévues par le règlement seront appliquées aux contrevenants.

Outre les maris et femmes qui sont enfants uniques, les couples rentrant dans la catégorie des personnes autorisées à un deuxième enfant à Shanghai sont notamment les personnes dont le bébé souffre d'un handicap ou qui sont elle-même handicapées. En cas de remariage, les couples dont l'un des conjoints n'a pas d'enfant du lit précédent sont également dispensés de cette politique de l'enfant unique qui, selon les chiffres officiels, a permis d'éviter 400 millions de naissances depuis 1979. Autres catégories exemptées à Shanghai, les marins pêcheurs et les militaires blessés au travail ou dans un conflit.

La campagne du planning familial shanghaiën s'inscrit cependant dans un assouplissement de la réglementation perceptible depuis 2004. Jusqu'à cette date, les autorités locales exigeaient un intervalle d'au moins quatre ans entre deux naissances pour la catégorie des couples autorisés à avoir plus d'un enfant. Résultat, le nombre de couples ayant deux enfants a significativement augmenté en cinq ans dans la métropole.

*Le Quotidien de la jeunesse de Chine* remarque que l'une des solutions, pour combattre le vieillissement accéléré et les problèmes de main-d'œuvre que cela pose à terme, est de relâcher les contrôles sur les mouvements de population, certes assouplis, mais encore très contraignants en Chine. « *Les méthodes prises par Shanghai sont discutables, estime le journal. Dans une société ouverte, pour chercher de la main-d'œuvre, il est préférable d'autoriser les populations à se déplacer librement plutôt que de favoriser l'augmentation de la démographie. Aux Etats-Unis ou au Japon comme au sein de l'Union européenne, continue l'article, les méthodes choisies ont été de favoriser la libre circulation pour atténuer le problème du vieillissement.* »

La campagne d'encouragement au deuxième enfant est d'autant plus nécessaire à Shanghai que de nombreuses femmes, issues de la classe moyenne de la capitale économique et financière de Chine, ont tendance à faire passer leurs métiers ou le confort de leurs vies privées avant la maternité. Comme l'exprime Li Ling, célibataire de 25 ans cité dans l'édition en anglais du quotidien *Global Times* : « *Je ne prévois pas d'avoir d'enfants du tout, car avoir un bébé m'empêchera de faire beaucoup de choses. Pour l'instant, je cherche un type qui partage mes vues sur la question.* »

## **Grand Paris : Delanoë met en garde contre un passage en force**

Par Isabelle FICEK,

*Les Echos* - mercredi 9 septembre 2009.

Les élus franciliens sortent du bois, bien décidés à faire valoir auprès du gouvernement l'esprit de « partenariat » qui présidait au discours de Nicolas Sarkozy sur le Grand Paris le 29 avril dernier, lorsque le président de la République affirmait : « *Le Grand Paris [...], c'est l'Etat qui donne l'impulsion nécessaire mais qui n'impose pas d'en haut un projet qui ne peut réussir que s'il est partagé par tous.* » Alors que les grands élus franciliens ont été invités fin août par le Premier ministre à faire, d'ici le 25 septembre, leurs observations sur le projet

de loi Grand Paris déjà transmis au Conseil d'Etat, des voix s'élèvent pour dénoncer les menaces pesant sur la décentralisation en Ile-de-France.

Bertrand Delanoë, après avoir été reçu lundi par Christian Blanc, écrit ce matin à François Fillon, en réitérant les arguments exprimés lors de son entrevue avec le secrétaire d'Etat chargé du développement de la région capitale. Pour le maire de Paris, ce texte constitue une rupture par rapport à la méthode de partenariat proposée par Nicolas Sarkozy aux collectivités. Selon le premier édile, le texte de loi réduit l'ambition initiale exprimée lors de la consultation internationale des architectes. En l'état, selon lui, ce texte vide de toute portée le schéma directeur de la région Ile-de-France, amoindrit, avec le projet de Société du Grand Paris, le Syndicat des Transports d'Ile-de-France. Et avec ce projet de loi l'Etat s'approprie, avec les projets d'aménagement autour des gares du futur réseau de transport, les compétences dévolues aux collectivités depuis les lois de 1982. L'élu socialiste réaffirme l'importance, sur ce dossier, des relations contractuelles entre l'Etat et les collectivités. Il plaide pour retravailler ce projet de loi en concertation étroite et demande à François Fillon d'adapter le calendrier, en repoussant l'examen du texte en conseil des ministres, prévu début octobre.

Hier, le bureau du syndicat mixte Paris Métropole avait adopté une position dans le même esprit. Celle-ci servira de base aux propositions que le bureau doit prochainement faire à Christian Blanc dans le sens d'un « *co-pilotage nécessaire avec les élus, une participation des citoyens, la priorité aux transports favorisant l'essor des territoires franciliens délaissés et la réalisation sans délai des projets prêts à être engagés* » (ligne 13, modernisation des RER, etc. ), « *pour lesquels seul manque le financement de l'Etat* », rappelle Jean-Yves Le Bouillonnet, président du syndicat et maire (PS) de Cachan.

Des positions tout à fait en phase avec la posture adoptée par Jean-Paul Huchon, candidat à sa succession à la tête de la région. Le président socialiste du conseil régional, qui doit rencontrer aujourd'hui Christian Blanc, avait pris soin de rappeler la veille qu'il jugeait le projet de loi sur le Grand Paris « *inacceptable en l'état* ».

## La « ville durable » reste à définir

Par Laurence BOCCARA,  
Les Echos – jeudi 22 octobre 2009.

**En quelques années, la « ville durable » s'est imposée comme un modèle de développement. Peu polluante, respectueuse de l'environnement, la cité de demain offrira des logements, des bureaux et des commerces dans des bâtiments « verts », desservis par des transports propres.**

L'enjeu est de taille : comment faire face aux besoins de croissance économique et démographique des métropoles tout en préservant la planète et ses ressources naturelles ? Depuis quelques années la notion de « ville durable » s'impose. Des études, des livres, des colloques et des séminaires sur ce thème relaient les réflexions et les prises de position d'urbanistes, d'élus, d'aménageurs, de bailleurs sociaux et de promoteurs. La prise de

conscience est notable chez tous ces acteurs de la ville et les collectivités locales planchent sur « leur » cité de demain avec un « fil rouge » commun.

Le tissu urbain se composera de plus en plus de constructions « vertes », c'est-à-dire à faible consommation énergétique. La ville proposera une mixité des fonctions mêlant des habitations, des commerces, des bureaux et des équipements publics. « *On peut concevoir des bâtiments capables d'évoluer selon les besoins. Un immeuble de bureaux pourra facilement se transformer en logements et vice versa* », commente Frédérique Monjanel, directrice du développement immobilier chez ING Real Estate Development France. La « ville durable » « *devra aussi proposer dans ses quartiers des logements de tous les standings accessibles à tous les budgets* », ajoute Alain Jund, chargé de l'urbanisme à la mairie de Strasbourg. Pour limiter les émissions de gaz à effet de serre un consensus émerge sur la gestion des déplacements. Les transports collectifs « propres » sont indispensables. Les implantations de tramway, trams-trains et bus électriques essaient dans toutes les métropoles. Et les circulations douces pour les vélos et les piétons se développent. « *En 2020, nous espérons atteindre un taux d'utilisation du vélo de 20 % contre 8 % aujourd'hui* », prévoit Alain Jund. « *Le développement du covoiturage et la location de voitures électriques pour une courte durée sont des solutions alternatives à explorer* », poursuit Patrick Rimbart, vice-président de Nantes Métropole. « *Pour parvenir à un développement cohérent et intégré, il faut commencer par mener une réflexion globale en matière de climat, de planification de la mobilité, d'aménagement, d'étalement urbain, sans oublier la dimension économique et sociale* », résume Vincent Renard, chercheur associé à l'Institut du développement durable et des relations internationales Iddri Sciences po. Cette gestion économique et responsable du foncier conduit les acteurs de la ville à repenser les formes urbaines et à densifier les constructions. « *La ville existante doit devenir plus compacte. On peut inventer dans un tissu urbain existant des maisons superposées avec terrasses et aussi ériger des tours avec à leur pied des espaces verts* », soutient Roland Castro, architecte et urbaniste. Afin de contrôler la pollution, la ville utilisera les énergies renouvelables pour le chauffage urbain (géothermie, usine de biomasse) et assurera la collecte ainsi que la valorisation des déchets. « *Force est de constater que l'habitat devient un élément parmi d'autres dans cette stratégie d'ensemble de remodelage de la ville* », souligne Elizabeth Touton, chargée de l'aménagement urbain, du logement et des transports à la mairie de Bordeaux.

#### **Deux référentiels en gestation**

Il n'existe pas de référentiel officiel national ou européen sur le thème de la « ville durable ». Pour mettre en valeur les projets en cours, le ministère de l'Ecologie, de l'Environnement, du Développement durable et de la Mer a lancé, il y a un an, le concours « EcoCité ». Sur les dix-neuf villes en lice, quinze seront retenues début novembre. A terme, ces opérations emblématiques permettront de bâtir un « cadre national de référence ».

Au niveau européen, un référentiel est à l'étude. Un programme de l'Union devrait « *stimuler le dialogue entre les différents gouvernements et les grandes métropoles européennes. Il sortira des méthodes pour fabriquer une ville vertueuse avec des instruments de mesure définis en commun* », détaille Sylvie Harburger, conseillère Europe à la Caisse des dépôts et consignations.

« Le scénario ne se résume pas à aligner des écoquartiers très en vogue en ce moment. Cette collection de bâtiments neufs et réhabilités, dotés de qualités énergétiques irréprochables, ne font pas la ville », prévient Pierre Kermen, chargé de mission développement durable à l'université Joseph Fourier à Grenoble. D'ailleurs, la crainte d'un développement autarcique de ces quartiers verts, dont certains sont qualifiés de « ghettos de riches », commence à poindre. D'autres observateurs sont plus optimistes. « Notre écoquartier servira d'incubateur d'idées. Ses innovations seront vite déclinées à l'ensemble de la ville », fait valoir pour sa part Hugues Rondeau, maire de Bussy-Saint-Georges.

Quel est le sens d'un micro-quartier à énergie zéro, conforme aux standards écologiques, si l'agglomération voisine continue à s'étendre sans limites ? « Le système de grignotage et de mitage de l'agglomération doit s'arrêter », insiste Pierre Kermen. « Il faut aujourd'hui intervenir sur différentes échelles pour développer la ville. L'échelle du quartier en est une. Il faut aussi agir au niveau de la commune et aussi du territoire. Plus large, cet espace constitue un bon périmètre d'action. Il intègre à la fois des bassins de vie et d'emploi », note Patrick Rimbart. Nantes Métropole et la Communauté d'agglomération de la région saint-nazairienne et de l'Estuaire (Carene) se sont associés pour répondre à l'appel à projets d'« EcoCité ». Leur ambition : créer une éco-métropole autour de l'estuaire de la Loire dans un milieu naturel préservé. « La ville durable doit être belle et agréable à vivre. Il ne faut pas la concevoir avec la seule obsession du développement durable et des performances techniques maximums. Les qualités urbaine et architecturale ne doivent jamais être perdues de vue », affirme Roland Castro.

## **En Corée du Sud, un polder doit faire émerger la ville d'affaires de Songdo**

*Le Monde* – jeudi 13 août 2009 .

**Dans ce pays densément peuplé, le prix du foncier pousse les investisseurs à gagner des terres sur la mer Jaune.**

L'ambitieux projet sud-coréen de zone de libre-échange d'Incheon (IFEZ), à une soixantaine de kilomètres de Séoul, se fonde sur un usage massif des polders. D'un coût de 41 milliards de dollars, il prévoit l'aménagement de trois espaces, Yeongjong, Cheongna et Songdo, pour partie gagnés sur la mer Jaune, le long de la côte ouest de la péninsule coréenne, accidentée et parsemée de petites îles.

La partie la plus spectaculaire, vitrine de l'IFEZ, est la ville d'affaires de Songdo, un ensemble de logements, de bureaux et d'espaces de loisirs, en cours de construction sur un polder de 607 hectares. Là doivent se dresser la North East Asia Trade Tower, qui sera la plus grande tour de Corée, un centre de convention, un golf, ou encore un « Central Park » de 40 hectares, le tout environné de logements et doté des technologies d'information et de communication les plus avancées. L'ensemble sera relié en octobre 2009 à l'aéroport d'Incheon par un pont de 21,5 km.

Les promoteurs de Songdo, publics et privés, veulent créer un hub financier dans une zone située à moins de trois heures d'avion de 61 villes de plus d'un million d'habitants. Ils souhaitent attirer d'ici 2014 les sièges sociaux de 300 entreprises, une trentaine d'organisations internationales, une quinzaine d'universités étrangères et des centres dédiés au tourisme médical. Ahn Sang-soo, le maire d'Incheon, prévoit une population de 200 000 étrangers en 2020.

M. Ahn, ancien chef d'entreprise entré en politique sur le tard, défend avec enthousiasme un projet initié au début des années 2000 pour contrer les effets de la crise asiatique de 1997. Il voit dans ces développements le prolongement d'un passé actif. En juin, il rappelait au quotidien *Korea Times* que sa ville avait « *relié la Corée au monde et, dans le même temps, favorisé l'installation des étrangers au moment de l'ouverture des ports en 1883. Le premier bureau de poste, la première banque ont été établis à Incheon* ».

« *Le développement industriel et portuaire a continué du temps de la colonisation japonaise* », précise un expert étranger installé à Séoul. Plus globalement, l'ampleur des travaux réalisés dans cette zone reflète la volonté centralisatrice du gouvernement. Cette politique doit se traduire par la création d'une mégalopole de 25 millions d'habitants, incluant notamment Séoul et Incheon.

Pour spectaculaire qu'il soit, le projet de Songdo s'appuie sur un savoir-faire bien maîtrisé en Corée du Sud. « *Le recours au polder n'a rien d'extraordinaire*, précise l'expert. *Densément peuplée avec 50 millions d'habitants concentrés sur un territoire équivalent à un cinquième de la surface de la France, la Corée manque cruellement de terrains plats.* » L'aéroport d'Incheon est ainsi bâti sur un semi-polder. « *Trois collines ont été rabotées. La terre récupérée a permis de gagner de l'espace sur la mer.* »

Les aménageurs n'hésitent pas à recourir au polder, car cette technique reste moins chère que d'acquiescer du foncier. Dans le même temps, ces grands travaux se font sans réel souci de l'environnement. La Fédération coréenne pour un mouvement environnemental (KFEM) a beau rappeler que les polders menacent des zones marécageuses à la faune exceptionnelle, voire rare, elle n'est guère entendue. « *Des 123,9 km de côte d'Incheon, plus de 99 % sont artificiels aujourd'hui* », précisait l'organisation dans un rapport établi en 2008. « *Il n'y a aucun débat à ce sujet* », ajoute l'expert.

De même qu'il n'y a pas de débat sur la situation actuelle du projet qui, dans les faits, n'intéresse guère les investisseurs étrangers. Comme l'observe Philippe Li, président de la Chambre de commerce française, « *l'objectif sera rempli si cette zone se développe et se dote d'une activité économique substantielle reposant sur des entreprises, fussent-elles coréennes* ».

## Thème 4 :

# L'agriculture en crise

### Devenir paysan en 2009

*La Tribune* - vendredi 20 février 2009.

La France, pays agricole bientôt sans agriculteurs ? La profession agricole fait face actuellement à une importante pénurie de main-d'œuvre. Le salon de l'agriculture lance ainsi à ce sujet une campagne de communication.

La partie n'est toutefois pas gagnée : plus de deux Français sur trois déclarent n'avoir jamais envisagé de travailler dans les secteurs du monde agricole, selon un baromètre de l'agriculture BVA-Groupe France Agricole de février. L'agroalimentaire (12 %), les services en milieu rural (11 %) et le secteur paysager (10 %) sont comparativement les secteurs les plus attractifs. A l'opposé, l'agriculture (élevage, culture) et l'agro-équipement (machinisme) sont les moins attractifs, avec 7 % et 1 % de marques d'intérêt respectivement.

Or les métiers de l'agriculture représentent près de 900 000 emplois en France, selon le ministère de l'Agriculture et de la Pêche ; le machinisme et le matériel agricole représentent plus de 40 000 emplois. Le seul secteur de l'agro-équipement signale 5 000 emplois non pourvus. Le taux d'insertion professionnelle à l'issue d'une formation agricole dépasse 85 % et il est de 95 % dans l'enseignement supérieur.

Ces réalités économiques encourageantes ne font pourtant pas le poids devant la méconnaissance générale des métiers de l'agriculture et des formations qui y préparent.

*« Les Français restent marqués par une image bucolique, voire archaïque, de l'agriculture. Or elle fait appel à des compétences qui se retrouvent dans la plupart des métiers : le marketing est au cœur de l'agroalimentaire et l'électronique fait partie intégrante des équipements »*, souligne le baromètre BVA-Groupe France Agricole.

De même, 78 % des Français déclarent ne pas connaître les formations qui mènent aux métiers de l'agriculture. Cette méconnaissance est encore plus marquée chez les jeunes, qui sont moins de 16 % à les connaître.

Dans ce contexte, le salon propose un certain nombre d'animations sur les métiers, coordonnées par sept partenaires, dont l'Apecita (Association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et techniciens de l'agriculture et de l'agroalimentaire) et l'ANFA (Association nationale emploi formation en agriculture).

Le syndicat Jeunes agriculteurs (syndicat professionnel composé de jeunes âgés de moins de 35 ans, comptant 50 000 adhérents) organise de son côté l'opération Demain, je serai paysan !

## Les ministres de l'Agriculture du G8 veulent étudier un système de réserves alimentaires

Par Marie-Laure CITTANOVA,  
Les Echos - mardi 21 avril 2009.

**Agriculture durable et lutte contre la malnutrition ont été au cœur des débats des ministres de l'Agriculture réunis ce week-end en Italie. Une étape sur la route du G8 des chefs d'Etat et de gouvernement.**

Le premier G8 des ministres de l'Agriculture s'est conclu par une longue déclaration commune contre la malnutrition et en faveur du développement d'une agriculture durable, assurant l'approvisionnement de tous et la sécurité alimentaire. Les réunions se sont déroulées samedi, dimanche et lundi à Cison di Valmarina, dans le nord-est de l'Italie. Y ont aussi participé les membres du G5 (Brésil, Chine, Inde, Mexique et Afrique du Sud), ainsi que l'Argentine, l'Australie et l'Egypte. « *Tous les points ont été évoqués* », a déclaré, satisfait, Luca Zaia, ministre de l'Agriculture italien. Rome préside le G8 cette année.

La déclaration finale rappelle que, en 2000, lors du sommet des Nations unies, avait été pris l'engagement de réduire de moitié la proportion de la population confrontée à la pauvreté et à la malnutrition d'ici à 2015 : « *Le monde est très loin d'avoir atteint cet objectif* », commente le document. Il importe donc de faire plus pour accroître la quantité et améliorer la qualité de la production agricole. Les ministres ont ainsi souligné l'importance de l'investissement public et privé dans l'agriculture durable.

### Eviter les distorsions de marché

Ils ont ensuite appelé les institutions internationales à « *examiner la possibilité d'un système de stockage* », permettant de constituer des réserves alimentaires à utiliser en cas d'urgence humanitaire ou « *pour limiter la volatilité des prix* ». Ils ont aussi souligné que la production de biocarburant doit être augmentée, mais sans compromettre la sécurité alimentaire.

Les Huit ont également répété leur attachement à « *un système de commerce international des produits agricoles fondé sur des règles sûres* » et réitéré leur engagement pour « *arriver à une conclusion équilibrée, globale et ambitieuse du Doha Round* ». Comme l'a souligné Luca Zaia, il s'agit d'éviter la concurrence déloyale et les distorsions des marchés, y compris les mesures restrictives à l'exportation, comme il a déjà été dit lors du G20 de Londres.

Autre point soulevé : les opérations de prêt ou de vente de terres agricoles pour assurer que soient respectées les conditions locales et traditionnelles de l'usage des terres. Il s'agit en somme de remettre l'agriculture au centre du développement et d'assurer la sécurité alimentaire. Les propositions de ce premier sommet de l'agriculture seront présentées au G8 des chefs d'Etat et de gouvernement, qui se tiendra en juin à la Maddalena, en Sardaigne. D'ici là se tiendra un sommet de la FAO, a annoncé Jacques Diouf, son président. « *Nous pourrions y traiter des problèmes structurels, en vue de trouver des solutions concrètes* », a-t-il affirmé.

## The food crisis could take a turn for the worse in the next decade

Byline: Thalif DEEN,

IPS (Latin America) – February 19, 2009 Thursday.

### DEVELOPMENT: U.N. Seeks a Green Revolution in Food

*“Changing the ways in which food is produced, handled and disposed of across the globe – from farm to store and from fridge to landfill – can both feed the world’s rising population and help the environmental services that are the foundation of agricultural productivity in the first place”,* says a new study titled “The Environmental Food Crisis” released by the U.N. Environment Programme (UNEP).

With the steep increase in food prices in 2008, the number of chronically malnourished has reached a staggering 963 million, mostly in the world’s poorest countries.

Anuradha Mittal, director of the U.S.-based policy think tank Oakland Institute, says the findings of the latest UNEP study have to be seen in the light of its report released last year which offered evidence that organic agriculture can increase yields, improve soil, and boost incomes of farmers.

A crisis of this proportion raises major questions about industrial agriculture and how best to address the needs of the hungry, she said.

*“Unfortunately, the widespread hunger and poverty is being used to make the case for increasing agricultural production through technical solutions such as genetically engineered (GE) crops and chemical-based agriculture”,* Mittal told IPS.

However, UNEP’s research demonstrates that organic small-scale agriculture can deliver the increased yields without the environmental and social damage that has resulted from industrial model of agriculture.

*“We need to pay heed to these findings and start crafting a different vision for agriculture which works with nature and not against it”,* said Mittal, an international expert on issues relating to trade, development and agriculture.

A briefing paper by the Oakland Institute released Tuesday also confirms the success of the organic model, noting that on average, in developed countries, organic systems produce 92 percent of the yield produced by conventional agriculture. In developing countries, organic systems fare even better, producing 80 percent more than conventional farms.

In a study released last week, the Geneva-based U.N. Conference on Trade and Development (UNCTAd) said that despite the economic crisis, organic agriculture would continue to grow, representing an opportunity for developing country farmers including those in Africa.

The report said that sales of certified organic produce could reach close to 70 billion dollars in 2012, up from 23 billion dollars in 2002.

*“We need a Green revolution in a Green Economy but one with a capital G”,* says Under-Secretary-General and UNEP Executive Director Achim Steiner.

*“We need to deal with not only the way the world produces food but the way it is distributed, sold and consumed, and we need a revolution that can boost yields by working with rather than against nature”,* he added.

The UNEP study released Tuesday says that unless more intelligent and creative management is brought to the world's agricultural systems, the 2008 food crisis – which plunged millions back into hunger – may foreshadow an even bigger crisis in the years to come.

The major findings of the study include:

- The 100-year trend of falling food prices may be at an end, and food prices may increase by 30-50 percent within decades, with critical impacts for those living in extreme poverty who spend up to 90 percent of their income on food.
- Up to 25 percent of the world's food production may be lost due to "environmental breakdowns" by 2050 unless action is taken. Already, cereal yields have stagnated worldwide and fish catches are declining.
- Today, over one third of the world's cereals are being used as animal feed, rising to 50 percent by 2050. Continuing to feed cereals to growing numbers of livestock will aggravate poverty and environmental degradation.
- The amount of fish bycatch currently discarded at sea – estimated at 30 million tonnes annually – could alone sustain more than a 50 percent increase in fish farming and aquaculture production, which is needed to maintain per capita fish consumption at current levels by 2050 without increasing pressure on an already stressed marine environment.
- Losses and food waste in the United States could be as high as 40-50 percent, according to some recent estimates. Up to one quarter of all fresh fruits and vegetables in the U.S. is lost between the field and the table.
- In Australia, it is estimated that food waste makes up half of that country's landfill. Almost one-third of all food purchased in Britain every year is not eaten.
- Food losses in the developing world are also considerable, mainly due to spoilage and pests. For instance, in Africa, the total amount of fish lost through discards, post-harvest loss and spoilage may be around 30 percent of landings.

The study, compiled by a wide group of experts from both within and outside UNEP, also warns that climate change has emerged as one of the key factors that may undermine the chances of feeding over nine billion people by 2050.

Increasing water scarcities and a rise and spread of invasive pests such as insects, diseases and weeds may also substantially depress yields in the future.

### **Sarkozy veut « refonder la politique agricole »**

Par Bruno JEUDY,

*Le Figaro* – mercredi 28 octobre 2009.

**Le chef de l'Etat a proposé un plan « ambitieux » pour faire face à « une crise sans précédent ».**

Au milieu de l'étable de Jean-Noël et Cédric Bongain, agriculteurs dans la plaine jurassienne, Nicolas Sarkozy écoute silencieusement les doléances. « *Monsieur le président, on est au bord du gouffre* », lance d'entrée Jean-Noël, 56 ans, éleveur de vaches

laitières montbéliardes. « *L'an passé, on gagnait 1 700 euros par mois. Cette année, il nous reste 133 euros à la fin du mois pour 70 heures de travail par semaine. Jusqu'ici, on piochait dans les réserves. Mais elles sont à sec* », poursuit-il.

« *On ne se contentera pas de rustines* », prévient le plus jeune.

Plus loin, Sarkozy fait une halte devant un cheptel de veaux. « *Ils sont magnifiques. Votre exploitation est impeccable* », dit le président. Cédric, impassible : « *Elle est aux normes. Mais au bout de quinze ans, je n'ai toujours pas fini de rembourser les investissements. Vous pouvez comprendre ça ?* » « *Oui, oui*, répond Sarkozy. *Comprendre c'est une chose, prendre des décisions en est une autre.* » Une fois n'est pas coutume, le président prend son temps. Fait le tour de l'exploitation. Rit quand un taureau lui lèche la main. Prend la pose au milieu des enfants du village pour immortaliser son passage à Rahon.

Dix minutes plus tard, le cortège présidentiel rejoint Poligny, la capitale du comté, le fromage du cru. A l'entrée de la commune, une quinzaine d'agriculteurs ont déployé une banderole sur laquelle on peut lire « *Vivre de nos produits* ». D'autres manifestants ont échappé aux gendarmes en investissant les sous-bois, près de la salle omnisports où le chef de l'Etat prononce son discours. Ils réussiront à se faire entendre en agitant les cloches de leurs vaches.

Dans la salle, 800 agriculteurs l'attendent de pied ferme. D'emblée, Sarkozy juge la « *crise absolument exceptionnelle* », « *une crise sans précédent* ». Décidé « *à agir vite et à agir fort* », il propose un « *nouvel élan pour l'agriculture* » qui repose sur la mise en œuvre d'un plan de financement « *ambitieux* ». Concrètement, cela signifie un milliard de prêts bancaires pour la trésorerie des agriculteurs et 650 millions de soutiens exceptionnels de l'Etat.

Mais au-delà de ces aides immédiates et attendues, le chef de l'Etat a livré une réponse structurelle à la crise. « *Je veux refonder la politique agricole comme nous sommes en train de refonder le capitalisme financier* », a-t-il lancé en réclamant une « *régulation rénovée de l'agriculture* » en Europe et sur le plan international. « *Je ne laisserai pas la crise emporter notre agriculture* », a-t-il martelé avant de demander à la Commission de Bruxelles d'« *accélérer ses travaux* » afin de mieux organiser la filière laitière. Au passage, il a salué « *l'intelligence* » et « *le courage* » de son ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire.

Très volontariste, il s'est élevé contre le déséquilibre des marges entre agriculteurs et grandes surfaces. Mais il n'a récolté que de maigres applaudissements quand il s'en est remis au futur observatoire des prix instauré dans le cadre de la loi de modernisation de l'agriculture. Quelques critiques ont également fusé quand le président a évoqué la taxe carbone et le Grenelle de l'environnement. Deux sujets peu populaires chez les paysans. A Poligny, les applaudissements ont été polis. Sans plus.

Le chef de l'Etat a conclu son discours par un dégagement sur l'identité nationale. Un thème relancé dimanche par son ministre Eric Besson et aussitôt critiqué par la gauche. « *La terre fait partie de cette identité nationale française. Je ne comprends pas qu'on puisse hésiter à prononcer ces mots*, a-t-il affirmé. *Ils ne sont agressifs envers personne.* »

Il faut croire que les discours présidentiels sur l'agriculture riment avec identité nationale. Le 19 février 2009, à Daumeray, dans le Maine-et-Loire, Sarkozy avait déjà prononcé, presque mot pour mot, les mêmes phrases. « *Je ne laisserai pas la crise emporter notre agriculture* », a martelé le président.

## Editorial : Vaincre la faim

*Le Monde* – samedi 17 octobre 2009.

Un milliard de personnes souffrent de la faim et il va quasiment falloir doubler la production de céréales pour nourrir les 9 milliards d'êtres humains en 2050. Rappelées par la FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM) à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la faim, vendredi 16 octobre, ces deux données ne doivent pas prêter à confusion. Croire que la crise économique est responsable de la faim ou que la Terre ne peut pas nourrir 9 milliards de personnes constituerait une double erreur.

Certes, la crise a aggravé la situation des plus pauvres. Mais la malnutrition n'est pas conjoncturelle. Si elle a diminué dans les années 1980 et 1990, la faim regagne du terrain depuis le début du siècle, malgré la croissance économique sans précédent que le monde a connue de 2002 à 2007. Aujourd'hui, 3 milliards de personnes ne mangent pas à leur faim, 2 milliards souffrent de malnutrition et 1 milliard de la faim. Les raisons sont multiples, mais il en est une qui domine : le mépris affiché pour l'agriculture depuis trente ans. La part de l'agriculture dans l'aide publique au développement est passée d'environ 20 % dans les années 1970 à 4 % au tournant du siècle. Jusqu'à ce qu'elle reconnaisse son erreur, en 2008, la Banque mondiale jugeait qu'aider les agriculteurs à produire était moins utile que de les transformer en citoyens. Cruelle myopie : non seulement les pays les plus pauvres ne disposent pas d'industries qui justifient l'urbanisation, mais 75 % des personnes qui souffrent de la faim sont des paysans ou des travailleurs agricoles incapables de vivre de leur travail. Pour réduire la pauvreté, il faut aider le paysan à produire.

De même, pour nourrir demain 9 milliards de personnes, il faudra non seulement changer les comportements – si un milliard de personnes souffrent de la faim, un autre milliard souffrent de surpoids ! – mais, changement climatique oblige, il faudra aussi promouvoir une agriculture à la fois intensive et écologique. L'accroissement des rendements ne pourra plus, demain, passer par une augmentation des engrais et de l'irrigation. Trente ans après la première révolution verte, les scientifiques doivent, bien au-delà des OGM, inventer l'agriculture de demain. La plupart des spécialistes sont optimistes. Encore faut-il qu'ils disposent de moyens. Les chefs d'Etat et de gouvernement avaient affirmé en juin 2008, lors d'un sommet de la FAO, à Rome, en pleine crise alimentaire, qu'ils seraient au rendez-vous. La Journée mondiale a au moins le mérite de leur rappeler leur engagement.

## Thème 5 :

### L'Inde, futur grand ?

#### **India to play big role in U.S. health revamp**

Byline: Heather TIMMONS,

*The International Herald Tribune* – October 3, 2009 Saturday.

Asian nation will export products and services to West, G.E. chief says.

India will play a major role in reducing health care costs in the United States as the Asian country's health care market expands, General Electric's chief executive, Jeffrey R. Immelt, predicted here Friday.

The Indian health care industry is "on the verge of substantial growth", Mr. Immelt said. Health care products and services developed at low cost here will be exported to Western markets, cutting prices there, he said.

G.E.'s health care business includes diagnostic equipment and services, pharmaceutical research and development and patient monitoring.

The Indian public health care system has historically been overburdened and underfinanced, particularly in rural areas. As income levels rise, private clinics and labs are springing up, and governments in some Indian states have begun to increase spending on health care.

The health care industry in India is expected to more than double in size from 2008 to 2012, to \$75 billion, according to Technopak Advisors, a consulting company. In 2007, Americans spent \$2.26 trillion on health care, according to the U.S. government.

GE Healthcare, headquartered in Chalfont St. Giles, England, employs 46,000 people in 100 countries around the world. Revenue from the health care division was \$17.3 billion in 2008, less than 10 percent of G.E.'s total.

Many analysts and health care executives say they share Mr. Immelt's belief that innovations from emerging markets, particularly India, could spark big changes in the U.S. health care system. Already, American health care companies are cutting costs by outsourcing services to India like reading X-rays or scheduling nursing visits.

India, rather than China, will be the source for new models and ideas about improving and lowering the cost of American health care, Mr. Immelt said, because the health care industry in the United States has more in common with India than with China.

G.E. employs more than 14,500 people in India, in divisions from research and development to back office functions. But to date, just a tiny fraction the company's revenue comes from India, about \$3 billion of a total \$182.5 billion in 2008. Mr. Immelt said he would "be disappointed" if G.E. did not double revenue in India in the next three or four years.

G.E. said it was selling three of its health care units in India – Medical Systems India, Life Sciences and Medical Diagnostics – to its venture with Wipro, the third-largest Indian information technology company.

The 19-year-old venture, Wipro GE Healthcare, already distributes 85 percent of GE Healthcare's products and services in India, which include ultrasound scanners, foetal monitors and cardiology monitors, as well as the software and servicing associated with those machines.

Mr. Immelt said the financial value of the transaction was "*relatively small*" and neither G.E. nor Wipro would provide any further details. Wipro GE Healthcare is 51 percent owned by G.E. and 49 percent by Wipro.

Analysts said they approved the changes, which are part of a larger plan by Mr. Immelt to put more emphasis on developing countries. "*They are doing local production and development for emerging markets*", which is where the growth is, said Nicholas P. Heymann, an analyst at the brokerage firm Sterne Agee & Leach in New York.

Historically, Western companies like G.E. have built products in their home markets and then stripped them of features and sold them less expensively in emerging markets.

But G.E. and other manufacturing companies are increasingly developing products in emerging markets, using local engineers and manpower to cut costs. Then they can add features and sell them in developed markets.

1. *Outsourcing* : délocaliser

## Une aubergine transgénique sur le point d'être autorisée en Inde

Par Julien BOUISSOU,

*Le Monde* - samedi 17 octobre 2009.

Le comité d'autorisation du génie génétique (GEAC), instance régulatrice indienne, a donné son feu vert, mercredi 14 octobre, à la culture d'une aubergine génétiquement modifiée. Si cette autorisation est validée par Jairam Ramesh, le ministre indien de l'Environnement, le Brinjal BT (brinjal signifie aubergine en hindi) serait le premier organisme génétiquement modifié (OGM) destiné à l'alimentation cultivé dans le pays.

Le Brinjal BT a été développé par le semencier indien Mahyco en partenariat avec l'américain Monsanto, qui détient 26 % de son capital. Le « *légume permet d'augmenter la productivité et les revenus des fermiers* » et a subi « *vingt-cinq tests supervisés par des agences publiques et indépendantes* », a indiqué Mahyco dans un communiqué. Les conclusions des scientifiques sont pourtant loin de faire l'unanimité.

### Durée du test trop courte

Après trente mois de bataille juridique, les opposants à la commercialisation du Brinjal BT ont obtenu de la Cour suprême indienne, fin 2008, le droit d'avoir accès aux résultats détaillés des tests, jusque-là restés confidentiels. Et ces derniers semblent troublants. D'après le biochimiste français Gilles-Eric Séralini, président du conseil scientifique du Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique (Criigen), entre 10 % et 15 % de la composition du lait ont été modifiés chez les vaches au cours des tests, les foies des rats ont diminué et les chèvres ont perdu du poids.

De plus, l'aubergine transgénique développerait une résistance à l'antibiotique kanamycine. Enfin, la durée des essais aurait été trop courte. « *Ils n'ont duré que trois mois, alors que*

*cette aubergine va nourrir des gens pendant leur vie entière* », déplore Gilles-Eric Séralini. La conclusion de son rapport est formelle : « *Tous ces éléments donnent une image très cohérente du Brinjal BT comme potentiellement dangereux pour la consommation humaine.* »

Le semencier indien avance, pour sa part, que les effets néfastes constatés ne peuvent pas être pris en considération car ils ne sont pas homogènes selon les sexes et ne sont pas proportionnels à la quantité de légumes génétiquement modifiés absorbée par les cobayes. D'autres aliments génétiquement modifiés comme le riz, la graine de moutarde, la tomate ou la pomme de terre attendent d'être autorisés en Inde.

A défaut de consensus scientifique, l'argument économique pèse de tout son poids dans l'opinion publique indienne. Dans un éditorial intitulé « *N'ayez pas peur de l'alimentation génétiquement modifiée* », le quotidien *Hindustan Times* défend les OGM comme la solution « *à un ensemble de problèmes agricoles comme la sécheresse, la salinité, les pesticides et le changement climatique* ».

Alors que la production de céréales a quadruplé en Inde dans les années 1970 et 1980, elle n'a ensuite que très légèrement augmenté. Le secteur agricole, qui ne représente désormais plus que 20 % des richesses produites en Inde, fait vivre les deux tiers de la population. Toutefois, la hausse de la production agricole ne fait pas nécessairement reculer la faim dans le pays.

A l'exception de cette année, où l'Inde a été victime de la sécheresse, le pays est exportateur net agricole, alors que 43,5 % de ses enfants âgés de moins de 5 ans souffrent de malnutrition. L'Inde se place au 65e rang des pays les plus touchés par la faim.

## **La vraie force de l'Inde, c'est la « puissance douce » de Bollywood**

Par Frédéric FRITSCHER,

*Le Figaro* – samedi 26 janvier 2008.

**Le monde entend beaucoup parler en ce moment des transformations extraordinaires qu'a connues l'Inde ces dernières années, voire de ses prétentions à devenir l'un des pays les plus puissants au monde. Certes, cela est un peu exagéré, mais il ne faut pas sous-estimer la puissance de l'Inde.**

Qu'est-ce qui fait d'un pays l'un des plus puissants au monde ? Est-ce sa population, sa force militaire ou son économie ? Dans tous ces domaines, l'Inde a fait des avancées extraordinaires. Elle pourrait dépasser la Chine au rang du pays le plus peuplé d'ici à 2034, c'est une puissance nucléaire qui possède la quatrième armée du monde et c'est déjà la cinquième économie mondiale en termes de parité du pouvoir d'achat.

Tous ces indicateurs sont utilisés pour juger du statut mondial d'un pays. Pourtant, quelque chose de moins tangible, mais de bien plus précieux au XXI<sup>e</sup> siècle, pourrait s'avérer le plus important : la « puissance douce » de l'Inde.

Prenez l'Afghanistan – un problème de sécurité majeur pour l'Inde, comme pour le reste du monde. Dans ce pays, la plus grande force de l'Inde n'est pas son armée : elle n'y a aucun contingent. La plus grande force de l'Inde en Afghanistan est ailleurs : n'appellez un Afghan à 20 h 30, c'est l'heure à laquelle est diffusé sur Tolo TV le soap opera indien *Kyunki Saas*

Bhi KabhiBahuThi, doublé en dari, dont personne ne manquerait un épisode. Saas est le programme télévisuel le plus populaire de l'histoire afghane, avec un taux de pénétration de 90 %. On pense qu'il est responsable du pic dans la vente de groupes électrogènes et même de l'absentéisme de certains responsables religieux durant les heures de diffusion. Saas a tellement conquis le public afghan que, dans ce pays musulman très conservateur, la série télévisée indienne domine désormais (et parfois justifie) les débats publics sur les questions familiales.

C'est une « puissance douce », dont la force particulière vient du fait qu'elle n'a rien à voir avec de la propagande gouvernementale. Les films de Bollywood, dont les charmes chamarrés touchent aujourd'hui un public bien plus large que la diaspora indienne des Etats-Unis et du Royaume-Uni, en sont un autre exemple. Un ami sénégalais m'a raconté que sa mère, illettrée, prend le bus pour Dakar tous les mois afin d'aller voir un film de Bollywood – elle ne comprend pas l'hindi et ne peut pas lire les sous-titres en français, mais elle parvient à saisir l'esprit des films et à comprendre l'histoire. Beaucoup de gens comme elle regardent l'Inde avec des étoiles plein les yeux. Un diplomate indien de Damas m'avait dit, il y a quelques années, que les photos de la superstar bollywoodienne Amitabh Bachchan étaient les seuls portraits affichés dans la rue à être aussi grands que ceux du président Hafez el-Assad.

L'art indien, la musique et les danses traditionnelles produisent le même effet. Il en va de même pour les créations des grands couturiers indiens, qui s'affichent sur les podiums des plus grandes capitales. La cuisine indienne, qui connaît un franc succès dans le monde entier, promeut encore un peu plus la culture ; elle passe par les papilles pour toucher le cœur des étrangers. Dans l'Angleterre d'aujourd'hui, les restaurants indiens emploient à eux seuls plus de personnes que les secteurs de la sidérurgie, des mines et de la construction navale réunis.

Lorsque des rythmes bhangra sont incorporés dans un disque de pop occidentale, lorsqu'un chorégraphe indien opère une fusion entre kathak et danse classique, lorsque des Indiennes raflent les titres de Miss Monde et Miss Univers, lorsque Le Mariage des moussons enchante la critique et que Lagaan est nommé aux Oscar, lorsque des écrivains indiens remportent le Booker Prize ou le Pulitzer, la puissance douce de l'Inde s'en voit améliorée.

De même, lorsque les Américains évoquent les IIT (Indian Institutes of Technology) avec la même déférence qu'ils accordent au MIT et que le fait d'être indien devient synonyme d'excellence mathématique et scientifique chez les ingénieurs et les informaticiens, l'Inde gagne en respect.

A l'ère de l'information, comme l'affirme Joseph Nye, « gourou » de la puissance douce, ce n'est pas celui qui a la plus grosse armée qui gagne, mais celui qui a la meilleure histoire. L'Inde est déjà le « *pays à la meilleure histoire* ». Société pluraliste dotée d'une presse libre et vivante, d'énergies créatives s'exprimant de façon plus plaisantes les unes que les autres, et d'un système démocratique encourageant et protégeant la diversité, l'Inde a un don extraordinaire pour raconter des histoires plus persuasives et attirantes que celles de ses concurrents.

Enfin, il y a toutes les retombées internationales que l'Inde recueille en se contentant d'être elle-même. Le pluralisme remarquable de l'Inde est apparu au grand jour lorsque, après

les élections nationales de mai 2004, le président musulman (Abdul Kalam) a nommé un sikh (Manmohan Singh) premier ministre, après avoir proposé le poste à une femme politique d'origine catholique (Sonia Gandhi), dans un pays à 81 % hindouiste. Une attitude communautariste n'aurait jamais pu être aussi bénéfique à l'image de l'Inde dans le monde que cet épisode – d'autant plus qu'il n'était pas destiné au monde.

L'Inde a encore beaucoup à faire pour assurer santé, prospérité et sécurité à sa population. Des progrès sont en cours : la bataille contre la pauvreté est lentement (trop lentement) en train d'être gagnée. Mais, au XXI<sup>e</sup> siècle, l'Inde a sans doute plus de chances d'être admirée tout simplement pour ce qu'elle est plutôt que pour ce qu'elle fait.

## La percée de l'Inde, pièce centrale du puzzle régional

Par Frédéric BOBIN,

*Le Monde* – dimanche 27 septembre 2009.

En Inde, le paragraphe a froissé. Dans son rapport remis le 30 août à Robert Gates, le secrétaire américain à la défense, le général Stanley McCrystal consacre cinq petites lignes au jeu indien sur le théâtre afghan. Le commandant en chef des forces de l'OTAN en Afghanistan écrit sans fard ce que nombre de responsables occidentaux à Kaboul susurrent déjà depuis des années. « *L'influence politique et économique de l'Inde s'accroît en Afghanistan* », commence-t-il par constater. « *L'actuel gouvernement afghan est perçu par Islamabad – capitale du Pakistan – comme pro-indien* », poursuit-il avant d'en tirer les conséquences sur l'équilibre régional : « *L'influence croissante de l'Inde en Afghanistan va probablement exacerber les tensions régionales et encourager le Pakistan à adopter des contre-mesures en Afghanistan ou en Inde.* »

Au lendemain de la divulgation, le 20 septembre, du contenu du rapport McCrystal par le Washington Post, le quotidien indien The Hindu titrait : « *Les Etats-Unis voient l'influence croissante de l'Inde en Afghanistan comme un problème.* » Le « problème », c'est que les Etats-Unis ont besoin de la coopération d'Islamabad pour combattre les centres de commandement talibans qui, à partir de leurs sanctuaires pakistanais nichés dans les montagnes de la bande frontalière pachtoune, orchestrent les assauts contre les troupes de l'OTAN en Afghanistan. Or, quel est l'intérêt objectif du Pakistan de stabiliser l'Afghanistan qui réserve le meilleur accueil à son rival historique indien ?

Depuis la chute, fin 2001, du régime taliban à Kaboul, qu'il soutenait avec ardeur, le Pakistan a perdu beaucoup de son influence en Afghanistan. L'Inde, elle, s'est empressée de combler le vide en y installant ses réseaux au nom de la « reconstruction » du pays. Avec une aide de l'ordre de 1,2 milliard de dollars, investis notamment dans des projets d'infrastructure (routes, réseaux d'électricité...) où s'activent quatre mille employés expatriés indiens, New Delhi est devenu l'un des plus gros contributeurs étrangers en Afghanistan.

Le régime du président Hamid Karzai n'a guère de raisons de refuser pareille sollicitude. D'autant que l'Afghanistan entretient historiquement des relations conflictuelles avec son voisin pakistanais. Depuis l'indépendance du Pakistan – que Kaboul a refusé d'approuver à l'ONU en 1947 –, les deux pays s'affrontent autour d'un litige frontalier, le Pakistan ayant

hérité de l'Empire britannique des Indes des zones pachtoues revendiquées par Kaboul. En vertu de l'adage « l'ennemi de mon ennemi est mon ami », l'amitié entre Kaboul et New Delhi s'est imposée comme une nécessité stratégique.

### Commerce prospère

Le Pakistan voit évidemment la consolidation de cet axe avec la plus profonde aversion. Sa hantise d'un encerclement indien par l'est et par l'ouest s'en trouve aiguisée. De ce point de vue, la route de 220 kilomètres que construisent les Indiens à travers la province afghane de Nimroz (Sud-Ouest) et qui permettra de relier l'Afghanistan au port iranien de Chabahar confine au cauchemar stratégique pour les Pakistanais. Elle permettra au commerce indo-afghan de prospérer en transitant par l'Iran. Jusqu'à présent le verrou pakistanais barrait aux biens indiens l'accès au marché afghan.

A cette percée économique s'ajoute une paranoïa sur les manoeuvres de déstabilisation prêtées à l'Inde. Islamabad est convaincu que les deux consulats indiens de Jalalabad (Est) et de Kandahar (Sud) attisent la subversion sur le sol pakistanais, notamment au Baloutchistan. « *Nous devons prendre en compte l'angoisse existentielle des Pakistanais face au jeu indien en Afghanistan* », admet un diplomate occidental à Kaboul. Faute de quoi, le soutien du Pakistan aux talibans afghans, que pointe également le général McCrystal dans son rapport, est promis à un bel avenir.

## Le géant indien du mobile Bharti veut exporter son modèle en Afrique

Par Solveig GODELUCK,

*Les Echos* - vendredi 11 septembre 2009.

**Bharti et le Sud-Africain MTN sont sur le point de créer un géant émergent du mobile avec plus de 200 millions de clients. L'Indien débourserait 14 milliards de dollars et le Sud-Africain 10 milliards de dollars.**

Le monde des télécoms est de nouveau en ébullition. Alors que France Télécom et Vivendi viennent coup sur coup d'investir, qui en Grande-Bretagne (T-Mobile UK), qui au Brésil (GVT), une opération d'une tout autre ampleur se prépare entre deux géants des pays émergents. Avec un formidable réservoir de croissance à la clé.

L'Indien Bharti Airtel, qui veut prendre le contrôle de MTN en rachetant 49 % de son capital, aurait trouvé un accord avec le groupe sud-africain sur un prix révisé de 14 milliards de dollars avec une composante cash plus importante, affirmaient hier l'agence Bloomberg et le « Wall Street Journal ». L'Indien serait en train de démarcher les banques pour emprunter quelque 5 milliards de dollars. Le démenti de Bharti n'a pas refroidi le marché, excité par la perspective de la création d'un nouveau champion du mobile, dont le chiffre d'affaires serait supérieur à 20 milliards de dollars par an et qui compterait plus de 200 millions d'abonnés mobiles sur les deux continents. Bharti Airtel et MTN, qui parlent fusion depuis des mois, sont en négociations exclusives jusqu'à la fin du mois de septembre.

Après une première offre formulée en mai par l'Indien, les négociations avaient achoppé à la fois sur le prix et la part en cash, mais aussi sur des questions de contrôle. En effet, les actionnaires de MTN veulent garder voix au chapitre. Le montage prévoit d'ailleurs que le groupe sud-africain prenne aux côtés de ses actionnaires une proportion significative du capital de Bharti. Bloomberg parle de 33 %, pour un montant de 10 milliards de dollars. Voilà une opération qui relativise l'échec de Vivendi à racheter les actifs africains de Zain, l'opérateur mobile koweïtien, qui réclamait 12 milliards de dollars pour 40 millions de clients. En comparaison, MTN, leader sur le continent noir, a plus de 100 millions d'abonnés mobiles avec une croissance annuelle proche de 50 %.

### **Le même langage**

Avec MTN, Bharti parle le même langage. On trouve en effet en Inde « *le plus faible prix à la minute du monde, couplé au plus important volume d'usage de tous les pays émergents* », souligne Julien Salanave, analyste à l'Idate. Cela signifie qu'il faut être capable de servir des millions de clients (400 millions sur le sous-continent) pour vraiment pas cher. Résultat : le revenu par abonné est très faible (2,9 euros en Inde), ce qui explique que Bharti n'aligne qu'un chiffre d'affaires de 7,2 milliards de dollars pour 100 millions d'abonnés. Les caractéristiques de ce marché sont très semblables à celles du marché africain, et Bharti y voit probablement l'opportunité de répliquer son modèle économique basé sur la maîtrise des coûts.

Ainsi, en Inde, les terminaux ne sont pas subventionnés. De même, Bharti a très peu de boutiques en propre et préfère rémunérer au résultat une nuée d'apporteurs d'affaires dans chaque village. Enfin, cinq des six principaux opérateurs du pays ont mutualisé leur réseau afin de limiter leurs investissements.

Julien Salanave juge qu'en Afrique il va falloir pousser le modèle indien à l'extrême : « *Il faudra chercher des modèles de facturation différents pour une population qui n'a pas de compte en banque et ne consommera que quelques minutes par mois, sur un téléphone qu'on utilisera à plusieurs. Cela demande une taille critique, afin d'industrialiser le modèle économique pour le rendre encore plus efficace.* » Mais une fois ce savoir-faire acquis, Bharti pourrait le mettre à profit pour convertir une grande partie des 250 millions d'utilisateurs potentiels du fin fond de l'Inde rurale. Si MTN et Bharti se marient, il va décidément devenir de plus en plus difficile pour les opérateurs occidentaux comme Vodafone, Telefonica, ou France Télécom, avides de croissance dans les pays émergents, de continuer à y prendre pied.